II.

BUDGET

DE

LA DETTE PUBLIQUE

POUR L'EXERCICE 1885.

NOTE PRÉLIMINAIRE.

D'après les propositions soumises à la Chambre en février dernier, le Budget de la Dette publique pour 1885 devait s'élever à.	fr. 104,001,559 »
Le Budget révisé est de.	102,659,309 »
	<hr/>
Diminution de dépenses	fr. 1,342,250 »

Si la comparaison s'établit entre les crédits votés pour 1884 et les prévisions révisées de 1885, on obtient le résultat suivant :

Montant des crédits votés pour 1884	fr. 100,505,272 71
— des prévisions révisées pour 1885	102,659,309 »
	<hr/>
Différence en plus en 1884	fr. 2,154,036 29

Depuis 1878, ce Budget a grandi de 26,329,000 francs, représentant à 4 p. % un capital de 658 millions.

En se référant aux explications données par le Budget primitif déposé le 28 février 1884 (voir pages 87 à 123 du *Document parlementaire*, n° 104, de la session 1883-1884), quant aux articles non modifiés, on indiquera pour ce Budget, comme pour tous les autres, les motifs des changements proposés.

ART. 5 ET 8.

ART. 5. — <i>Emprunt à 4 % de 1871 et capitaux qui y ont été ajoutés.</i>	fr. 40,642,896 20
Ce crédit, au Budget révisé, est réduit à.	40,602,896 20
	<hr/>
Différence en moins	fr. 40,000 »

Cette réduction correspond à celle qui a été opérée sur le capital des obligations 4 p. % à délivrer en paiement du prix de chemins de fer à construire pour l'État (art. 31 du Budget des dépenses extraordinaires).

ART. 8. — <i>Intérêts et frais des capitaux nécessaires à l'effet de pourvoir aux dépenses sur ressources extraordinaires</i>	fr. 1,600,000 »
Ce crédit, au Budget révisé, est réduit à	748,000 »
	<hr/>
Différence en moins	fr. 852,000 »

La réalisation d'annuités dues au Trésor et la réduction des dépenses extraordinaires à faire en 1885 permettent ces économies sur les dépenses du service ordinaire, montant ensemble à (40,000 + 852,000) 892,000 francs.

NOTE PRÉLIMINAIRE.

Annuités. — La loi du 14 août 1873 a ouvert un crédit de 20 millions de francs à employer en subsides et en prêts, par annuités, aux communes et aux provinces pour les installations matérielles de l'enseignement primaire. Elle limita au tiers en moyenne l'intervention du Trésor par voie de subsides et, pour empêcher d'appliquer aux dépenses ordinaires les recouvrements des avances faites, elle prescrivit d'en placer le montant en fonds belges. Ce crédit fut imputé sur l'emprunt à 3 p. % contracté en 1873, au prix net de 77,20 p. % ; il fut absorbé en cinq ans à concurrence de 10,082,900 francs en subsides et de 9,917,100 francs en prêts remboursables par annuités.

Les lois du 4 juin 1878 et du 27 août 1880, ouvrant de nouveaux crédits ensemble de 12,963,000 francs, permirent d'employer de nouveau, en prêts aux communes et aux provinces, les sommes provenant d'annuités déjà remboursées. Ce emploi fut de 4,500,000 francs.

De 1873 à 1884, l'État a dépensé en subsides pour les écoles la somme de fr. 24,746,765 »

Les communes et les provinces concourant approximativement pour deux tiers, soit pour 49,493,530 »

la dépense en 12 ans peut être évaluée à fr. 74,240,295 »

S'il peut se produire encore des besoins nouveaux, du moins des subsides suffiront désormais et il n'est plus nécessaire de maintenir le système des prêts aux communes et aux provinces.

Le moment est donc venu de régler l'affectation à donner à ces créances provenant de l'emprunt de 1873, appartenant par conséquent, d'après leur origine et leur nature, au service extraordinaire.

Le Budget de la Dette publique supporte encore aujourd'hui toute la charge des intérêts des fonds employés en prêts remboursables par annuités. Celles-ci comprennent, outre les intérêts à 4 %, le denier d'amortissement correspondant à la durée des prêts; le maximum de cette durée a été fixé à trente ans; elles sont échelonnées sur les exercices 1885 à 1914.

Lorsque l'État doit emprunter pour assurer le service des dépenses extraordinaires, il est plus avantageux pour le Trésor de réaliser au comptant ces créances à terme, s'il peut le faire avec bénéfice, que de les encaisser trimestriellement à mesure qu'elles viennent à échéance pendant cette longue période. Il revivifie pour ainsi dire et peut employer aux dépenses extraordinaires ces millions engagés; il soulage le Budget de la Dette publique et diminue d'autant l'appel à faire à l'emprunt en 1885, mesure aussi désirable qu'elle sera favorable au crédit public.

Déterminé par ces motifs, le Ministre des Finances a conclu avec la Caisse générale d'épargne et de retraite, le 23 octobre 1884, une convention par laquelle il cède à celle-ci toutes les annuités à échoir après le 31 décembre 1884. Cette convention, faite sous réserve d'approbation des Chambres, leur est soumise par l'article 2 du projet de loi. Elle est annexée à la loi. Le tableau détaillé des échéances et des sommes est imprimé à la suite.

Le prix des annuités cédées est fixé à fr. 12,524,153 63 c^s, représentant à la date du 1^{er} janvier 1885, leur valeur escomptée à 3 1/2 %. A la même date, la Caisse générale d'épargne versera ce prix à la Caisse de l'État.

NOTE PRÉLIMINAIRE.

Ainsi le Trésor réalise, sous escompte à 3 $\frac{1}{2}$ %, des annuités basées sur le taux de 4 %; le bénéfice direct qu'il fait de ce chef est de fr. 527,757 98 c., qui s'établit ainsi qu'il suit :

Valeur des annuités escomptées à 3 $\frac{1}{2}$ %	fr. 12,324,153 63
— — — — — à 4 %	11,796,395 65
	<hr/>
DIFFÉRENCE ÉGALE.	fr. 527,757 98

Il est à remarquer que la convention du 23 octobre ne comprend que les annuités dont l'échéance arrivera après le 1^{er} janvier 1885. La somme recouvrée sur les annuités échues et à recouvrer sur celles qui écherront avant cette date s'élèvent à fr. 1,398,189 90 c.

Une notable partie en est déjà placée en fonds belge conformément à la loi de 1873. Ces fonds seront réalisés, et le produit de la vente sera versé au Budget des recettes extraordinaires. Lorsqu'on y porte le prix des annuités futures, il est logique d'y inscrire aussi le produit des créances recouvrées, ce produit étant libre de toute affectation.

L'opération financière qui vient d'être expliquée et l'adjonction d'une somme de fr. 1,398,189 90 c. aux recettes extraordinaires permettent aussi de réduire d'environ 550,000 francs le crédit de 1,600,000 francs inscrit à l'article 8 du projet primitif du Budget de la Dette publique pour 1885, crédit affecté au service des emprunts à contracter éventuellement dans le cours de cet exercice. Il y aura à se procurer 13,722,000 francs de moins : on les obtient en ce qui concerne les 12,324,000 francs, prix des annuités futures, à des conditions sensiblement plus avantageuses que par l'emprunt.

Montant des dépenses extraordinaires. Ces dépenses prévues au projet de Budget primitif s'élevaient, outre les crédits reportés en vertu de la loi, à fr. 44,974,750 »
(Tabl. n° XIV et développements, p. 603 et suivantes.)

Le Budget révisé des recettes et des dépenses extraordinaires réduit les propositions de dépenses (outre les excédents de crédits à reporter conformément à la loi de comptabilité) à fr. 36,394,750 »
DIMINUTION. fr. 8,580,000 »

Au Budget des recettes et dépenses extraordinaires, cette différence sera expliquée. Il suffit de faire remarquer ici qu'elle réagit sur le Budget de la Dette publique en justifiant une deuxième réduction qui peut être évaluée à 303,200 francs, outre la réduction de 40,000 francs opérée sur l'article 5.

Ainsi du chef des annuités cédées ou recouvrées fr. 548,800 »
— de la diminution des dépenses extraordinaires 303,200 »

ENSEMBLE comme ci-dessus. fr. 852,000 »

Ainsi l'article 8 au lieu de 1,600,000 francs n'est plus que de 748,000 francs.

NOTE PRÉLIMINAIRE.

ART. 20. — *Frais relatifs au service : 1^o des diverses dettes et annuités qui précèdent; 2^o des titres de la Caisse d'annuités.*

Ensemble	fr.	131,000	88
Il a été reconnu possible d'économiser sur le n ^o 1 ^o		4,000	»
		<hr/>	
En conséquence le budget révisé réduit le crédit à	fr.	127,000	88

Il n'existe d'ailleurs aucune raison pour maintenir la distinction faite précédemment entre le n^o 1^o et le n^o 2^o.

ART. 22. — *Pensions diverses.*

Crédit demandé par le budget primitif	fr.	9,260,000	»
— — — — — révisé		9,298,000	»
		<hr/>	
Augmentation	fr.	38,000	»

Les exigences de ces services ont pu être déterminées aujourd'hui avec plus d'exactitude qu'au commencement de l'année, et la nécessité d'allouer 38,000 francs de plus a été reconnue.

ART. 24. — *Pensions des veuves et orphelins de l'ancienne Caisse de retraite.*

Crédit demandé par le projet de budget primitif	fr.	600,000	»
— — — — — révisé		400,000	»
		<hr/>	
En moins au projet révisé	fr.	200,000	»

Depuis plusieurs années les Chambres ont alloué à cette Caisse, en compensation des charges considérables que le passé lui avait léguées, une subvention annuelle de 600,000 francs. Ce subside ne pourrait être supprimé sans compromettre l'avenir de l'institution; mais il est possible de le réduire, pour une année, d'une somme sensiblement égale aux placements en fonds belges qu'elle a faits annuellement dans ces derniers temps, rien n'étant d'ailleurs préjugé quant aux années suivantes.

ART. 25. — *Intérêts à 3 1/2 p. % des cautionnements versés en numéraire dans les caisses de l'État.*

Crédit demandé par le projet primitif	fr.	1,250,000	»
— — — — — révisé		1,093,750	»
		<hr/>	
En moins au projet révisé	fr.	156,250	»

NOTE PRÉLIMINAIRE.

Il s'agit ici des cautionnements en numéraire fournis par les comptables et autres agents des diverses administrations publiques, ainsi que des cautionnements versés par des contribuables en garantie de droits de douane ou d'accise ; les intérêts en sont payés à raison de 4 p. % (arrêté du Gouvernement provisoire du 23 novembre 1830 ; loi du 31 décembre 1842.)

Le taux de 4 p. % n'est pas en rapport avec les produits qui peuvent être obtenus par le placement en rentes sur l'État des sommes disponibles de la Caisse des dépôts et consignations. (Lois du 15 novembre 1847, art. 9 et suivants, et du 28 décembre 1867, art. 11.)

Le Budget de la Dette publique, pour l'exercice 1880, a donné lieu à des observations à cet égard de la part de la section centrale de la Chambre des Représentants ; il lui semblait anormal que l'État payât un intérêt supérieur à celui qu'il peut retirer du placement des fonds dans ses propres titres. (Séance du 10 décembre 1879).

Il résulte du rapport fait aux Chambres, pour l'année 1879, conformément à l'article 16 de la loi du 15 novembre 1847, relative à la Caisse d'amortissement et à celle des dépôts et consignations, que le Gouvernement avait l'intention d'examiner les mesures qu'il y aurait lieu de prendre si cette situation se prolongeait et qu'elle vint à constituer le Trésor en perte. (Séance du 6 avril 1880, document n° 147).

Elle est devenue permanente ; le Gouvernement propose en conséquence ainsi que le porte le libellé de l'article 25 du Budget, de servir à partir du 1^{er} janvier 1885, sur ces cautionnements, un intérêt de 3 ½ %.

La réduction étant d'un huitième, la charge inscrite au Budget primitif, soit 1,250,000 francs, doit être ramenée à 1,095,750 francs. D'où la différence de 156,250 francs.

Déjà d'autres cautionnements, par exemple ceux des entrepreneurs de travaux publics, sont assimilés aux consignations et n'ont comme celles-ci que l'intérêt de 3 % fixé par la loi du 26 nivôse an XIII. (V. art. 27 ci-après.)

ART. — 26. *Intérêts des cautionnements des remplaçants dans la milice nationale.*

Crédit demandé par le projet primitif	fr.	20,000	»
— — — — —	révisé	12,000	»
		<hr/>	
En moins au projet révisé	fr.	8,000	»

Il a été remboursé des cautionnements en plus grand nombre qu'on ne l'avait supposé d'abord. Le Trésor aura donc moins d'intérêts à servir.

Si aucune proposition n'est faite pour réduire le taux d'intérêt de ces cautionnements, fixé à 4 % par l'article 72 de la loi du 3 juin 1870, c'est parce qu'il s'agit d'un service qui va disparaître par suite de la loi du 18 septembre 1875. Ce service n'a d'ailleurs plus qu'une importance minime.

NOTE PRÉLIMINAIRE.

ART. 27. — *Intérêts des consignations (loi du 26 nivôse an XIII) ainsi que des cautionnements assimilés aux consignations.*

Crédit demandé par le projet primitif	fr. 1,500,000 »
— — — — — révisé	1,380,000 »
	<hr/>
En moins au projet révisé.	fr. 120,000 »

Un arrêté royal du 24 novembre 1868, pris en exécution de la loi du 28 décembre 1867, a fixé à 3.60 p. % le taux d'intérêt applicable aux fonds de faillites et à 4 p. % le taux d'intérêt à servir sur les fonds de mineurs.

Pour des motifs analogues à ceux qui ont été donnés à l'article 25, afin de justifier la réduction du taux d'intérêt sur les cautionnements de comptables, etc., il y a lieu de fixer, à partir du 1^{er} janvier prochain :

A 3 p. % l'intérêt des fonds de faillites et à 3 1/2 p. % l'intérêt des fonds de mineurs.

L'arrêté royal du 20 octobre 1884 (*Moniteur* du 26, n^o 300) a réglé ainsi cet objet en vertu de la loi précitée du 28 décembre 1867.

Le Trésor aura en conséquence à bonifier en moins sur les premiers	fr. 90,000 »
et sur les seconds	30,000 »
	<hr/>

DIMINUTION. fr. 120,000 »

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

En remplacement du tableau I annexé à Notre arrêté du 28 février 1884 et du § 2 de l'article premier de cet arrêté, Notre Ministre des Finances présentera en Notre nom, à la Chambre des Représentants, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Budget de la Dette publique est fixé, pour l'exercice 1885, à la somme de cent deux millions six cent cinquante-neuf mille trois cent neuf francs (102,659,309 francs), conformément au tableau ci-annexé.

ART. 2.

La convention ci-annexée, conclue entre le Ministre des Finances et la Caisse générale d'épargne et de retraite, le 23 octobre 1884, pour la cession d'annuités dues au Trésor par les provinces et les communes, est approuvée.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1884.

LÉOPOLD.**PAR LE ROI :***Le Ministre des Finances,***A. BEERNAERT.**

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE (suite).

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS par article	TOTAL par chapitre.
	Report. . . fr.	69,772,878 38	
	§ 2 Annuités diverses.		
9	Rente au nom de la ville de Bruxelles	500,000	
10	Rente constituant le prix de rachat du chemin de fer de Mons à Manage.	672,530	
11	Quote-part de la Belgique du chef de la reprise de la ligne de Spa à la frontière Grand-Ducale	500,000	
12	Quinzième annuité pour prix d'une partie du matériel d'exploitation, repris en vertu de l'article 10 de la convention du 25 avril 1870, approuvée par la loi du 3 juin suivant	612,000	
15	Annuité à servir jusqu'en 1929 inclusivement, pour le service des obligations de 100 francs (4 £) de la Grande Compagnie du Luxembourg	599,800	
14	Annuité à servir jusqu'en 1934 inclusivement, pour le service des obligations de 500 francs (20 £) de cette Compagnie	5,192,100	
15	Annuité à servir jusqu'en 1949 inclusivement, pour le service des actions privilégiées de la même Compagnie	284,825	86,072,559
16	A Annuité de 7.000 francs par kilomètre sur 770,167 mètres, longueur des lignes ou sections de lignes livrées à l'État antérieurement au 1 ^{er} janvier 1877. (Art. 53, § 1 ^{er} , de la convention du 1 ^{er} juin 1877) fr. 5,591,169		
	B. Annuité de 4.000 francs par kilomètre sur les mêmes lignes ou sections de lignes. (Art. 53, § 2, et art 57 combinés de la même convention). fr. 3,080,668	8,471,837	
17	Loyer provisionnel du chemin de fer d'Anvers à Rotterdam pour les semestres au 1 ^{er} avril et au 1 ^{er} octobre 1885 (convention internationale du 31 octobre 1879 approuvée par la loi du 29 avril 1880)	1,000,000	
	§ 3. Autres charges.		
18	Rente annuelle à 5 p. % à titre d'indemnités du chef de servitudes militaires.	42,267 74	
19	Minimum d'intérêt garanti par l'État. (Crédit non limitatif)	490,000	
20	A Frais relatifs au service des diverses dettes et annuités qui précèdent. (Payement des intérêts, amortissement, contrôle, confection et émission de titres, etc.) 127,000 88		
	B. Frais de surveillance des Compagnies de chemins de fer, etc., au point de vue de la garantie du minimum d'intérêt 7,500	134,500 88	
	A REPORTER. . . . fr.		86,072,559

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE (suite).

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS par article.	TOTAL par chapitre.
	REPORT. fr.	•	86,072,550 •
	CHAPITRE II. RÉMUNÉRATIONS.		
21	Rémunération en matière de milice. (Crédit non limitatif)	3,200,000 •	} 14,098,000 •
22	Pensions diverses.	9,298,000 •	
23	Pensions des professeurs et instituteurs communaux.	1,200,000 •	
24	Pensions des veuves et orphelins de l'ancienne caisse de retraite (Les sommes disponibles sur ce crédit seront appliquées au service de la caisse des pensions des veuves et orphelins du Département des Finances).	400,000 •	
	CHAPITRE III. INTÉRÊTS DES FONDS DÉPOSÉS A TITRE DE CAUTIONNEMENTS OU DE CONSIGNATIONS.		
25	a. Intérêts à 5 $\frac{1}{2}$ % des cautionnements versés en numéraire dans les caisses du Trésor 1,095,750 •	} 1,095,750 •	
	b. Intérêts arriérés du même chef se rapportant à des exercices clos 3,000 •		
26	Intérêts des cautionnements des remplaçants dans la milice nationale.	12,000 •	} 2,488,750 •
27	Intérêts des consignations (loi du 26 nivôse an XIII) ainsi que des cautionnements assimilés aux consignations	1,580,000 •	
	(Les crédits portés au présent chapitre ne sont point limitatifs.)		
	TOTAL. fr.	•	102,659,309 •

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté
du 8 novembre 1884.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :
Le Ministre des Finances,
A. BEERNAERT.

17

TABLEAU

des articles révisés du projet de Budget de la Dette publique pour l'exercice 1885.

Articles du Budget.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET SERVICES.	CRÉDITS		DIFFÉRENCE.	
		demandés par le projet de Budget primitif.	demandés par le projet de Budget révisé.	Augmentation.	Diminution.
	CHAPITRE 1^{er}.				
	3^e SECTION.				
	<i>Dettes contractées depuis 1830.</i>				
	§ 1^{er}. Intérêts et amortissement.				
1	a. Intérêts à 4 p. % : 1 ^o de l'emprunt de 51,000,000 de francs autorisé par la loi du 27 juillet 1871; 2 ^o des capitaux émis ou à émettre jusqu'an 31 octobre 1885, en vertu de diverses lois, du chef de la reprise ou de la construction de lignes de chemins de fer; 3 ^o du capital de fr. 466,178,182 22 c ^o provenant de la conversion des emprunts et dettes à 4 1/2 p. % (loi du 25 juillet 1879); 4 ^o de l'emprunt de 164,796,000 francs émis en conformité de l'arrêté royal du 27 avril 1885 :				
	Sem. au 1 ^{er} mai 1885, sur fr. 910,508,582 22 c ^o (*) 18,210,171 64				
	Sem. au 1 ^{er} nov. 1885, sur fr. 913,208,582 22 c ^o (*) 18,264,171 64				
	b. Dotation de l'amortissement :				
	Sem. au 1 ^{er} mai 1885, 1/2 p. % de fr. 739,912,582 22 c ^o 1,849,781 46				
	Sem. au 1 ^{er} nov. 1885, 1/2 p. % de fr. 911,508,582 22 c ^o 2,278,771 46				
	fr. 40,602,896 28	40,642,896 20	40,602,896 20	.	40,000 .
8	Intérêts et frais des capitaux nécessaires à l'effet de pourvoir aux dépenses sur ressources extraordinaires à effectuer pendant l'année.	1,600,000 .	748,000 .	.	852,000 .
20	A. Frais relatifs au service des diverses dettes et annuités qui précèdent (paiement des intérêts, amortissement, contrôle, confection et émission de titres, etc.)				
	B. Frais de la surveillance des compagnies de chemins de fer, etc., au point de vue de la garantie du minimum d'intérêt, en exécution des conventions	138,500 88	134,500 88	.	4,000 .
	A REPORTER.	42,381,397 08	41,485,597 08	.	896,000 .

	SEMESTRES AU :	
	1 ^{er} mai 1885.	1 ^{er} nov. 1885.
	CAPITAUX.	CAPITAUX.
(*) Emprunt de 1871	51,000,000 »	51,000,000 »
Capitalisation de l'annuité de rachat de la concession de Dendre-et-Waes	52,550,000 »	52,550,000 »
Idem. de Pepinster à Spa	6,727,000 »	6,727,000 »
Paiement de lignes de chemins de fer livrées à l'État, et avances sur lignes en construction	169,257,400 »	171,957,400 »
Conversion des emprunts et dettes à 4 1/2 p. % (Loi du 25 juillet 1879.)	466,178,182 22	466,178,182 22
Emprunt de 1885	164,796,000 »	164,796,000 »
TOTAUX ÉGAUX.	910,508,582 22	913,208,582 22

ANNEXE.

Entre les soussignés,
Monsieur JULES MALOU, Ministre des Finances, agissant en cette qualité,
d'une part,
et

Monsieur LÉON CANS, Directeur général de la Caisse générale d'épargne et de retraite, agissant au nom de cette institution, en vertu d'une délibération du conseil d'administration, en date du 23 octobre 1884, d'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement cède, sous garantie de bonne fin, à la Caisse générale d'épargne et de retraite, qui accepte, les quarts d'annuités souscrits au profit du Trésor, en remboursement des avances faites aux provinces et aux communes pour construction de maisons d'école.

Ces quarts d'annuités s'élevant à fr. 17,363,973 42 c., sont relevés, par échéance, dans un tableau joint à la présente convention. Ils seront remis à la Caisse d'épargne qui en opérera le recouvrement.

ART. 2. — Le prix des annuités cédées est de fr. 12,324,153 63 c., représentant, à la date du 1^{er} janvier 1885, leur valeur escomptée à 3 $\frac{1}{2}$ %.

A la même date, la Caisse générale d'épargne et de retraite versera ce prix à la Caisse de l'État.

ART. 3. — La présente convention est faite sous réserve de l'approbation des Chambres.

Ainsi fait et signé, en double, à Bruxelles, le 23 octobre 1884.

LÉON CANS.

J. MALOU.

RELEVÉ des échéances d'annuités dues à l'État par les provinces et les communes du chef des avances faites pour construction d'écoles.

DATE DES ÉCHÉANCES.	PROVINGES.	COMMUNES.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
1 ^{er} janvier 1885.	88,052 85	150,622 31	227,675 10	
— avril —	88,052 85	138,923 18	226,976 03	
— juillet —	88,052 85	158,090 98	226,145 83	
— octobre —	88,052 85	137,310 02	225,363 77	
— janvier 1886.	88,052 85	135,507 19	225,650 04	
— avril —	88,052 85	135,597 19	225,650 04	
— juillet —	88,052 85	135,597 19	225,650 04	
— octobre —	88,052 85	155,443 08	225,495 93	
— janvier 1887.	88,052 85	155,106 51	223,240 36	
— avril —	88,052 85	155,169 88	223,222 73	
— juillet —	88,052 85	154,597 60	222,650 45	
— octobre —	88,052 85	154,147 60	222,200 45	
— janvier 1888.	88,052 85	133,891 88	221,944 73	
— avril —	88,052 85	133,552 85	221,605 70	
— juillet —	88,052 85	133,429 56	221,482 41	
— octobre —	88,052 85	133,429 56	221,482 41	
— janvier 1889.	88,052 85	153,121 34	221,174 19	
— avril —	88,052 85	133,121 34	221,174 19	
— juillet —	88,052 85	133,121 34	221,174 19	
— octobre —	81,307 27	132,530 55	213,837 82	
— janvier 1890.	81,307 27	131,398 44	212,705 71	
— avril —	81,307 27	151,342 23	212,649 50	
— juillet —	81,307 27	131,109 54	212,416 81	
— octobre —	81,307 27	130,907 18	212,214 45	
— janvier 1891.	81,307 27	129,703 66	211,010 93	
— avril —	74,561 69	129,613 72	204,175 41	
— juillet —	74,561 69	129,490 43	204,052 12	
— octobre —	74,561 69	129,490 43	204,052 12	
— janvier 1892.	74,561 69	129,085 70	203,647 39	
— avril —	74,561 69	128,748 43	203,310 12	
— juillet —	74,561 69	128,748 43	203,310 12	
— octobre —	74,561 69	128,438 14	202,999 83	
A REPORTER . . . fr.	2,582,779 00	4,350,565 33	6,942,347 93	

DATE DES ÉCHÉANCES.	PROVINCES.	COMMUNES.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
Report . . . fr.	2,682,779 60	4,259,868 38	6,942,547 98	
1 ^{er} janvier 1893.	74,561 09	128,438 14	202,999 83	
— avril —	56,573 48	128,258 20	184,831 74	
— juillet —	56,573 48	128,258 20	184,831 74	
— octobre —	56,573 48	128,116 61	184,690 09	
— janvier 1894.	56,573 48	128,116 61	184,690 09	
— avril —	56,573 48	127,937 83	184,511 31	
— juillet —	56,573 48	127,937 83	184,511 31	
— octobre —	56,573 48	127,043 51	184,216 99	
— janvier 1895.	56,573 48	127,204 01	183,867 49	
— avril —	56,573 48	127,204 01	183,867 49	
— juillet —	54,733 94	127,146 86	181,880 80	
— octobre —	54,733 94	124,455 64	179,189 58	
— janvier 1896.	54,733 94	124,242 53	178,976 27	
— avril —	54,733 94	124,242 53	178,976 27	
— juillet —	54,733 94	124,242 53	178 976 27	
— octobre —	52,894 40	123,909 36	176,803 76	
— janvier 1897.	52,894 40	123,909 36	176,803 76	
— avril —	52,894 40	123,688 62	176,583 02	
— juillet —	52,894 40	123,596 65	176,491 05	
— octobre —	51,054 86	123,412 70	174,467 56	
— janvier 1898.	51,054 86	123,412 70	174,467 56	
— avril —	51,054 86	122,879 24	173,934 10	
— juillet —	51,054 86	122,529 74	173,584 60	
— octobre —	49,215 32	122,309 "	171,524 32	
— janvier 1899.	49,215 32	121,087 09	171,202 41	
— avril —	49,215 32	121,987 09	171,202 41	
— juillet —	49,215 32	121,343 28	170,558 60	
— octobre —	47,375 78	121,343 28	168,719 06	
— janvier 1900.	47,375 78	121,343 28	168,719 06	
— avril —	47,375 78	121,343 28	168,719 06	
— juillet —	47,375 78	121,045 28	168,421 06	
— octobre —	47,375 78	120,813 25	168,189 03	
— janvier 1901.	47,375 78	120,482 14	167,857 92	
— avril —	47,375 78	120,325 78	167,701 56	
— juillet —	47,375 78	120,325 78	167,701 56	
— octobre —	47,375 78	120,325 78	167,701 56	
A REPORTER . . . fr.	4,579,212 65	8,725,505 62	13,304,718 27	

DATE DES ÉCHÉANCES.	PROVINCES.	COMMUNES.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
REPORT . . . fr.	4,579,212 65	8,725,505 02	13,304,718 27	
1 ^{er} janvier 1902.	47,375 78	120,525 78	167,701 56	
— avril —	47,375 78	120,525 78	167,701 56	
— juillet —	47,375 78	120,525 78	167,701 56	
— octobre —	47,375 78	120,068 14	167,443 92	
— janvier 1903.	47,375 78	120,009 28	167,585 06	
— avril —	47,375 78	119,409 64	166,785 42	
— juillet —	47,375 78	119,409 64	166,785 42	
— octobre —	47,375 78	119,409 64	166,785 42	
— janvier 1904.	47,375 78	119,409 64	166,785 42	
— avril —	47,375 78	119,409 64	166,785 42	
— juillet —	47,375 78	117,421 72	164,797 50	
— octobre —	44,484 28	115,021 82	159,506 10	
— janvier 1905.	44,484 28	112,257 61	155,741 89	
— avril —	41,592 78	108,021 61	149,614 39	
— juillet —	54,364 02	103,969 22	158,533 24	
— octobre —	51,472 52	98,916 40	150,588 92	
— janvier 1906.	51,472 52	92,095 41	143,567 93	
— avril —	24,245 76	88,071 94	112,316 70	
— juillet —	24,245 76	85,640 24	109,884	
— octobre —	21,352 26	82,864 45	104,216 69	
— janvier 1907.	21,352 26	80,525 24	101,877 50	
— avril —	18,460 76	74,659 89	93,120 65	
— juillet —	18,460 76	69,680 76	88,141 52	
— octobre —	16,292 14	65,486 71	81,778 85	
— janvier 1908.	14,846 59	57,986 25	72,852 62	
— avril —	9,786 27	54,140 60	63,926 87	
— juillet —	9,786 27	51,535 37	61,521 64	
— octobre —	9,786 27	47,607 53	57,593 80	
— janvier 1909.	9,786 27	40,518 86	50,505 13	
— avril —	8,540 52	37,693 88	46,034 40	
— juillet —	8,540 52	35,075 54	41,415 86	
— octobre —	8,540 52	30,079 22	38,419 74	
— janvier 1910.	8,540 52	30,079 22	38,419 74	
— avril —	6,894 77	30,079 22	36,973 99	
— juillet —	5,449 02	28,533 73	33,982 75	
— octobre —	5,449 02	28,529 40	33,978 42	
A REPORTER . . . fr.	5,577,768 69	11,088,097 98	17,265,866 07	

DATE DES ÉCHÉANCES.	PROVINCES.	COMMUNES.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
REPORT. . . .fr.	5,577,768 69	11,688,097 98	17,265,866 67	
1 ^{er} janvier 1911.	5,419 02	20,441 26	25,860 28	
— avril —	5,449 02	10,574 55	15,823 55	
— juillet —	5,714 12	6,524 52	10,238 64	
— octobre —	5,714 12	5,551 52	9,245 44	
— janvier 1912.	1,854 65	5,227 72	7,062 57	
— avril —	1,854 55	4,117 42	5,952 07	
— juillet —	1,854 65	5,176 25	5,010 90	
— octobre —	1,854 65	5,176 25	5,010 90	
— janvier 1913.	1,528 64	5,053 37	4,582 01	
— avril —	605 77	2,185 92	2,791 69	
— juillet —	605 77	1,547 40	1,953 17	
— octobre —	605 77	1,547 40	1,953 17	
— janvier 1914.	605 77	1,279 45	1,885 22	
— avril —	"	1,279 45	1,279 45	
— juillet —	"	1,001 88	1,001 88	
— octobre —	"	626 01	626 01	
TOTAUX. . . .fr.	5,607,185 29	11,758,788 18	17,565,973 42	

LEON CANS.

J. MALOU.

(36)